

Lettre n°48

Géopolitique et marchés boursiers, quels risques à l'aube de 2022 ?

« Paix impossible, guerre improbable ». Raymond Aron

Ce mot fameux de Raymond Aron, en 1947, alors pour qualifier la période de guerre froide, réserve d'actualité.

Soucieux de concision et de clarté, nous ne traiterons pas de la trentaine de conflits existants dans le monde, - de la guerre récente en Ethiopie à la guerre, vieille de sept ans, au Yémen, de la crise libyenne persistante depuis une dizaine d'années aux tensions ranimées entre l'Algérie et le Maroc et tous les autres.

Nous focaliserons l'objectif sur 3 conflits potentiels, Chine/Etats-Unis à propos de Taiwan, Iran et Ukraine, car si l'un de ces trois éclate, les marchés financiers, les cours des matières premières et les devises seraient très impactés.

En liminaire, on fera 5 remarques :

- *Les Etats-Unis*, même affaiblis de l'intérieur et même confrontés à des échecs sur la scène internationale, *restent incontestablement le leader*, économique, technologique et militaire.
- *Le système international est instable* : les Etats-Unis ont beaucoup de partenaires mais ne souhaitent plus s'impliquer dans la résolution de conflits régionaux et ainsi les foyers d'instabilité sont multiples. De la technologie au militaire, la Chine défie chaque jour davantage la puissance américaine, et Taiwan est un exemple, mais la Chine n'a pas d'alliés. Il y a donc comme un délitement de l'ordre international.
- *Les démocraties sont fragilisées*, par une passion pour la destruction des valeurs communes, par des minorités mettant en cause la vérité, par le défaut de confiance d'une majorité et les Bourses baisseraient si la chute de l'une de ces démocraties intervenait.
- *Les régimes autoritaires ne sont pas une alternative* et, sauf à écraser par la force toute velléité d'expression, ne sont plus assurés de stabilité. L'inflation est leur ennemie quand elle rogne le pouvoir d'achat et provoque des révoltes sociales. On vient de le voir au Kazakhstan, on le ressent en Turquie, en Hongrie, au Brésil, trois pays susceptibles de renvoyer leurs dirigeants populistes lors des élections, cette année ou l'année prochaine. N'oublions pas qu'un populiste est un homme qui parle bien du mal (migration, violences...) mais qui, une fois au pouvoir, fait mal le bien.
- *Les « black swann », en géopolitique* : habitués en Bourse aux perturbations occasionnées par les cygnes noirs, on porte le même regard sur la géopolitique. L'imprévu domine, la planification est vaine, l'adaptation est le premier commandement. L'histoire est riche d'illustrations. Le serbe Princip, assassin en 1914 de l'archiduc héritier de la couronne des Habsbourg, n'avait pu prévoir les conséquences de son geste - quatre ans de guerre, plus de vingt millions de morts, la disparition de plusieurs empires séculaires, les Romanov, les Habsbourg, les Ottomans, les Hohenzollern-. Dix ans

plus tard, nul n'a pu anticiper les méfaits du petit caporal Hitler ou du séminariste Joseph Djougachvili, futur Staline.

Aussi, dans l'approche des trois foyers d'embrasement potentiels, on s'en tiendra aux faits et on essaiera d'évaluer les conséquences sur les marchés.

La rivalité sino-américaine et les menaces sur Taiwan :

Examinons l'environnement politique, le contexte économique, le cadre boursier et le contexte militaire.

L'environnement politique :

C'est récemment, en Chine, un durcissement du régime, reflété par diverses mesures, notamment, une réaffirmation de l'idéologie dans les entreprises et les familles, une loi sur l'éducation pour enseigner l'amour de la nation, une mise au ban des jeux vidéo pour enfants. C'est prochainement, à l'automne, le XXème congrès du Parti communiste chinois et manifestation, l'abandon de la jurisprudence déterminée par Deng Xiaoping de deux mandats.

Le contexte économique :

C'est, sous l'angle intérieur, un ralentissement structurel de la croissance, une crise immobilière aux multiples facettes, sous l'angle international, des pressions accrues des Occidentaux et le dégrisement général des débiteurs des Routes de la Soie. Depuis le lancement de ce projet, les Chinois ont dépensé \$120 milliards, moins qu'annoncé, et les désillusions prévalent, en Afrique notamment. Certes, les échanges chinois sont avec l'Afrique de \$200 milliards contre \$10 milliards lors de l'entrée de la Chine à l'OMC mais les banques chinoises sont réticentes à financer et les investissements chinois ont été ramenés de \$11 milliards en 2017 à \$3 milliards en 2020. Vus d'Afrique, les échanges sont inégaux, les grands projets d'infrastructures et les investissements dans les mines sont peu générateurs d'emplois, les contrats sont léonins et les niveaux d'endettement deviennent problématiques pour certains pays. Ajoutons l'inquiétude déclenchée par l'installation de la base militaire chinoise à Djibouti et l'implantation généralisée d'une soixantaine d'instituts Confucius.

Pour offrir une alternative, l'U.E présente un plan de \$300 milliards sur 6 ans destiné à financer des infrastructures (transport, numérique, climat...) dans les pays émergents.

L'angle boursier :

C'est une nouvelle réglementation pour freiner la cotation à l'étranger de groupes opérant dans la technologie. Didi introduit en Bourse à New York en juin 2021 à \$14/action, aujourd'hui à \$4.9 va être retiré et transféré à Hong Kong. De nombreux autres devraient suivre.

L'angle militaire :

A la différence de l'URSS hier, la Chine n'a pas d'alliés. Mais, peu lui importe car elle accroît son budget militaire, peut disposer d'une armée d'active de 2 millions de soldats, peut se reposer en mer de Chine sur une force navale de grande qualité et peut opposer des missiles à longue portée. Dans le même temps, elle renforce son arsenal nucléaire, aujourd'hui évalué entre 250 et 300 têtes contre 5800 pour les Etats-Unis pour avoir une capacité de frappe en second, obliger les Américains à reconnaître une vulnérabilité mutuelle et elle évoque ouvertement la possibilité d'une guerre contre Taiwan.

En synthèse de ces différents points, l'interférence entre le politique, l'économique et le militaire est évidente. S'il n'y avait pas ce ralentissement structurel de l'économie, la crainte de conflits sociaux, on n'assisterait pas à ce sursaut nationaliste, cette agressivité sur quelques théâtres régionaux, ce durcissement du régime.

Entre la Chine et les Etats-Unis, le champ de confrontation est plus large qu'hier avec l'URSS. Les Américains, désireux de déstabiliser le régime chinois, ne cessent de dénoncer la répression d'un million d'Ouïgours au Xinjiang et viennent d'adopter au Sénat une loi prohibant l'importation de produits fabriqués avec le recours au travail forcé au Xinjiang.

Dans le même temps, les Américains maintiennent des droits de douane prohibitifs sur les produits chinois vendus aux Etats-Unis, prorogent les sanctions contre des sociétés chinoises, affaiblissent Huawei, le numéro 1 mondial des équipements de télécommunications, soupçonné d'espionnage, en dissuadant nombre de pays occidentaux de signer des contrats pour le développement de la 5G. Résultat pour Huawei, un chiffre d'affaires en recul de 29% en 2021.

Autre exemple de tension, les relations commerciales car, en 2021, la Chine n'a pas tenu son engagement, signé en 2020, d'accroître de \$200 milliards les achats de produits et de services américains : non seulement, les exportations de services par les Etats-Unis n'ont pas augmenté, mais elles ont diminué d'un tiers. Quant aux objectifs agréés par les Chinois d'acheter des biens américains, ils ne sont respectés qu'à 83% pour les produits agricoles, 60% pour les produits manufacturiers et 40% pour l'énergie.

Dans ces confrontations multiples, chacun fait monter les enchères et le risque, c'est l'incident non désiré (exemple des avions qui s'accrochent).

En mer de Chine, la Chine joue la carte de la militarisation, les Etats-Unis, celle de la préservation de la liberté de navigation.

Dans le sud du Pacifique, la Chine, au risque de fâcher l'Australie, pousse ses pions, avec l'aide apportée aux Iles Salomon mais les Etats-Unis resserrent les liens militaires avec l'Australie et d'autres démocraties asiatiques.

A Hong Kong, la mainmise de Pékin s'intensifie et 88000 résidents ont demandé un visa pour le Royaume-Uni.

A l'égard de Taiwan, Xi s'inquiète de la poussée du parti indépendantiste, affiche sa volonté d'unification, éventuellement par les armes, et voudrait que les Américains renoncent à perdre des hommes pour défendre un territoire de 23 millions.

Mais, même s'ils se sont retirés d'Afghanistan et sont moins présents au Moyen-Orient, les Américains n'ont jamais autant dépensé pour leur défense, \$778 milliards en 2020, et, depuis la présidence Obama, se concentrent sur le Pacifique, veulent être prêts à respecter l'engagement de sécurité signé en 1979, d'offrir à Taiwan les moyens de se défendre sans obligation d'envoyer des soldats.

Au nombre de signes de détente, de poursuite du tissage des liens économiques et commerciaux, la signature récente d'un contrat pluriannuel de livraison de gaz liquéfiés par les Etats-Unis à la Chine (Venture global LNG va livrer la CNOOC), le 7^{ème} accord de ce genre au quatrième trimestre 2021 et ainsi la Chine va-t-elle réceptionner le cinquième des exportations américaines de gaz.

Egalement, la suppression en Chine de l'obligation faite aux constructeurs automobiles étrangers de s'associer avec un partenaire local même s'il est peu probable d'assister à des ruptures de partenariat avec des sociétés d'Etat.

En conclusion, envahir Taiwan reviendrait pour la Chine à s'exposer potentiellement à des représailles militaires et au minimum à des sanctions économiques majeures avec, par exemple, un boycott des exportations de semiconducteurs, que la Chine importe chaque année à hauteur de \$350 milliards. La Chine produit seulement 7% des semiconducteurs dans le monde et elle est autonome à 15%.

L'Ukraine :

En 1997, George Kennan, l'architecte de la politique de l'endiguement de l'URSS, avait dit que « *L'élargissement de l'OTAN serait la plus fatale erreur de la politique américaine depuis la fin de la guerre froide. On peut s'attendre à ce que cette décision attise les tendances nationalistes, anti-occidentales et militaristes de l'opinion publique russe ; qu'elle relance une atmosphère de guerre froide dans les relations est-ouest* ». Il était visionnaire.

- De la crise ukrainienne, il y a deux lectures :

Celle des occidentaux est focalisée sur l'annexion illégitime de la Crimée, la déstabilisation injustifiée du Donbass et les pressions exercées par les troupes russes aux frontières du pays.

Celle des Russes remonte à 1990, quand, dans un moment de faiblesse de la Russie, les Occidentaux ont profité pour étendre l'emprise militaire de l'OTAN aux portes de la Russie et l'emprise politique en intégrant à l'Union européenne certains pays. La Russie a l'impression d'avoir été humilié, une première fois après l'éclatement de l'URSS, ensuite, quand Obama a parlé de « puissance régionale » et aujourd'hui, elle se juge sous-estimée. Poutine, en arrivant au pouvoir, avait proposé une union des slaves, intégrant la Biélorussie et l'Ukraine pour former un ensemble de 200 millions. L'union des slaves n'a pas été réalisée mais, en 22 ans Poutine a modernisé l'armée et dépensé pour le secteur plus que les 4% du PIB affichés.

Ces deux lectures sont difficiles à concilier car les Occidentaux entendent préserver le libre arbitre de Kiev quand Vladimir Poutine souhaite élargir sa sphère d'influence.

- L'évolution du conflit :

En lui-même, le conflit date de 2014. A l'époque, la Syrie, en utilisant les armes chimiques, avait franchi la ligne rouge fixée par les Etats-Unis mais Obama n'était pas intervenu. Poutine interpréta cette attitude comme une faiblesse des Etats-Unis et en profita pour envahir la Crimée.

Depuis 2014, le conflit a déjà causé 14 000 morts, le déplacement de 1,5 million de personnes, l'occupation de 7% du territoire ukrainien par les Russes et l'octroi du passeport russe à 670 000 personnes. La crise a atteint un pic avant Noël, offrant à certains analystes un parallèle facile avec la crise de Cuba en 1962 ou celles de Berlin entre 1958 et 1961 car la Russie a massé d'importantes troupes à la frontière, 100 000 hommes (?), et beaucoup se sont inquiétés d'une invasion du pays.

- A quoi s'attendre ?

Les combats à la frontière n'ont jamais vraiment cessé depuis 2014 et si la Russie entrait en Ukraine, cette dernière, non membre de l'OTAN, ne bénéficierait pas de la clause d'assistance car personne en Europe ne veut mourir pour Kiev. L'U.E n'a qu'un accord commercial avec l'Ukraine. Biden a réaffirmé « Poutine cannot move on Ukraine », donc ne permettrait pas un bis de la saisie de la Crimée en 2014, mais a exclu une intervention militaire.

La Russie, impliquée sur plusieurs théâtres d'opération n'a pas intérêt à une confrontation supplémentaire après la Crimée et le Donbass car elle s'exposerait à des représailles économiques et diplomatiques. Elle a plus à gagner à institutionnaliser un dialogue bilatéral avec les Etats-Unis.

A l'heure de l'affirmation de la rivalité sino-américaine, l'enjeu pour la Russie, dont le PIB ne représente qu'un septième de celui de la Chine, est de ne pas apparaître comme une puissance secondaire. Aux yeux de Poutine, un dialogue, comme celui de Genève, a plus de valeur qu'une invasion coûteuse de l'Ukraine car c'est un écho au duopole des 40 années après 1945.

Décembre 2021, c'est 30 ans après la fin de l'URSS. La Russie contrôle déjà 20% de la Géorgie, vise la satellisation des pays de l'ex-URSS et, dans la même logique que l'Allemagne après 1933, lorgne les pays avec des populations russophones, ce qui constitue un danger pour les pays baltes et certains analystes se demandent si nous ne sommes pas à la veille d'un nouvel accord de Munich, l'Ukraine prenant la place de la Tchécoslovaquie.

La Russie ne veut pas que l'Ukraine soit une plateforme de déploiement d'armements dirigés contre la Russie et se plaint des fournitures d'armes par la Turquie et les Etats-Unis, membres de l'OTAN. La Turquie fournit des drones perfectionnés capables de détruire des chars russes, déjà expérimentés contre les troupes d'Haftar en Libye, contre les Kurdes dans le nord de la Syrie et, récemment, contre les Arméniens « sécessionnistes » dans le Haut Karabakh.

Les Russes voudraient écarter l'Europe du champ des discussions : selon eux, lors des réunions de Minsk, les Allemands et les Français étaient trop alignés sur Kiev et le dialogue Europe de l'Ouest-Russie n'a jamais rien donné. L'Europe n'est néanmoins pas hors-jeu car une réunion de l'OSCE, « l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe », a lieu et, auparavant Biden a pris soin de se coordonner avec les européens avant et après les entretiens avec Poutine.

Vladimir Poutine rêve de ressusciter Yalta, aspire à un partage de l'Europe, demande un retrait des armes nucléaires américaines en Europe, exige un renoncement à l'élargissement de l'OTAN, ce qui est jugé inacceptable par Stoltenberg, secrétaire de l'OTAN, et aboutit au résultat inverse, avec la Finlande, historiquement neutre, désormais prête à entrer dans l'OTAN.

Dénoncer l'encerclement de la Russie est une vue de l'esprit. Il est vrai, les troupes de l'OTAN n'étaient pas présentes dans les pays baltes avant 2014 et elles le sont aujourd'hui. Mais 4500 hommes, face à 100 000 russes, cela reste symbolique.

La Russie détient de nombreux leviers d'influence mais a compris qu'elle n'est plus maître du jeu et accepte l'existence de l'Etat ukrainien car la population ukrainienne est majoritairement pro-occidentale et l'est un peu plus à chaque pression aux frontières.

L'adhésion à l'OTAN n'est pas l'enjeu réel car elle suppose une acceptation de chacun des 30 membres existants et, on le sait, la France et l'Allemagne s'opposent à cette adhésion comme à celle de la Géorgie. En outre, rien n'est totalement acquis dans la périphérie russe : si Poutine se sent contraint de soutenir la Biélorussie, c'est pour éviter de voir tomber le régime. Si la Russie a signé avec le Kazakhstan un accord de sécurité en décembre 2021, ce dernier a acheté des drones et des blindés turcs et veut renforcer l'alliance économique avec Ankara. Et la contestation sociale, d'abord contre une hausse des prix de l'énergie, ensuite contre le régime et l'ancien président Nazarbaïev au pouvoir de 1989 à 2019, a embarrassé Poutine et l'a obligé à intervenir.

La Russie a une économie trop faible pour absorber l'Ukraine et ses 44 millions d'habitants et elle a besoin des importations en provenance de l'U.E. Un accord est possible sur une réactivation du traité sur les forces

nucléaires à portée intermédiaire, notamment le déploiement en Europe de missiles à courte et moyenne portée et sur la communication à propos des exercices militaires.

Sous l'angle des marchés, une occupation d'une partie de l'Ukraine provoquerait une dépréciation du rouble, des tensions sur les taux, une augmentation du prix des céréales car l'Ukraine est un des gros producteurs, une hausse des prix de l'énergie, spécialement du gaz si Nord Stream2 était gelé et si les livraisons de gaz russes étaient réduites.

Iran :

- *Le déclin de l'emprise américaine :*

Ces deux dernières décennies, les Etats-Unis ont perdu des moyens d'action vis-à-vis de l'Iran. Bush père contrôlait la situation au Moyen Orient, Bush junior, avec les conséquences de la guerre de 2003, a pour la première fois permis à l'Iran de dominer l'Irak.

Ensuite, Trump a eu tort de sortir de l'accord conclu en 2015 entre Obama et l'Iran. L'Iran avait alors accepté de limiter l'enrichissement à 3.7% ; aujourd'hui, elle est capable d'enrichir l'uranium à 60% et, à défaut d'un nouvel accord, parviendrait en un mois à un taux d'enrichissement de 90%.

- *Que peut-on escompter ?*

Aujourd'hui, aucune des deux parties ne veut perdre la face. Les Iraniens semblent jouer la montre pour gagner du temps sur la route de l'enrichissement mais un accord d'ici mi-février est concevable, avec d'une part, un arrêt du développement du programme d'enrichissement nucléaire et, d'autre part, une levée des sanctions susceptible de permettre de sortir de la crise économique.

Le monde compte cinq puissances nucléaires reconnues (Etats-Unis, Russie, France, Royaume-Uni et Chine), trois puissances illicites, l'Inde, le Pakistan et Israël, une quatrième, la Corée du Nord, proche d'accéder à ce club. Si l'Iran obtenait la bombe, l'Arabie Saoudite et la Turquie revendiqueraient le même privilège et le dommage potentiel serait grand pour la région.

- *L'Iran est lucide sur les deux aspects, le nucléaire et l'économie :*

D'une part, le pays sait qu'il lui sera difficile d'avoir la bombe car Israël et les puissances sunnites du Moyen Orient ne l'accepteraient pas et car la Chine et la Russie, amies mais puissances nucléaires, ne sont pas favorables à la prolifération nucléaire. En 2021, les Israéliens ont bombardé une trentaine de sites militaires iraniens, en Syrie principalement. Au risque, de recevoir sur les villes israéliennes des missiles du Hezbollah, ils pourraient faire plus et détruire des sites iraniens.

D'autre part, même dans le déni, les autorités iraniennes ne peuvent ignorer les conséquences des sanctions, la crise économique, la fuite des cerveaux, le mécontentement, car près de 40% de la population est en dessous du seuil de pauvreté, l'inflation dépasse 50%, les révoltes sociales sont fréquentes et les dirigeants sont soupçonnés de corruption.

La Chine est le seul pays à acheter du pétrole aux iraniens, environ 0.5 million de barils/jours, avec l'accord tacite des Etats-Unis. La Chine a signé un accord de partenariat sur 25 ans.

Une visite du président iranien Ebrahim Raïssi est programmée à Moscou pour discuter de la coopération entre les deux pays et prolonger l'accord de vingt ans mais tout ceci n'est pas suffisant pour assurer la prospérité.

Conclure un accord, ce serait pour les dirigeants conservateurs conforter le maintien au pouvoir et cela prime sans doute la bombe. En revanche, un retrait du soutien iranien à des pays de la région ou du Hezbollah est improbable et une libéralisation des investissements étrangers en Iran est peu vraisemblable.

Conclusion :

« *Peut être la suprême vertu, en notre siècle, serait-elle de regarder en face l'inhumanité sans perdre la foi dans les hommes* ». **Raymond Aron**, dans son introduction à la collection Liberté de l'esprit chez Calmann-Lévy.

- *D'abord du dépit* : sur les trois risques ici analysés, le Conseil de sécurité de l'ONU, sans cesse entravé par le veto d'un ou plusieurs membres, ne réalise plus rien et il n'est guère plus opérationnel face aux risques de terrorisme et de cyberattaque.
- *Ensuite de l'amertume* : la pandémie a confirmé les lacunes du système international. La diffusion rapide du virus et la collaboration des laboratoires ont été des expressions de l'interpénétration de la planète mais les Etats ont cédé à l'égoïsme, n'ont pas voulu travailler ensemble et ont tardé à exporter les vaccins vers les pays pauvres.
- *Egalement, de la lucidité* : de ces trois pôles de tension, les Etats-Unis donnent plus d'importance à la préservation de l'autonomie de Taiwan mais la moindre faiblesse en Ukraine pourrait être interprétée par Pékin comme un feu vert et les Américains le savent.

Les tensions entre démocraties et autocraties resteront vives car chaque groupe est convaincu de la faiblesse de l'autre et tente de l'exploiter. A l'Ouest comme à l'Est, il y a comme un infléchissement des discours, comme une acceptation implicite d'une possible utilisation de l'arme nucléaire et cela peut signifier un recul pour la paix mondiale.

Indéniablement, la démocratie américaine est affaiblie par l'opposition frontale entre Républicains et Démocrates. On ne peut se réjouir des manipulations électorales opérées par les Etats Républicains pour réduire l'accès au vote des minorités. On ne peut se féliciter de l'aggravation persistante des inégalités avec 1% de la population détenant près de 19% des richesses contre 11% en Europe. On ne peut que s'alarmer de la diminution de l'espérance de vie à 78.8 ans contre 81,1 ans en Europe, de l'augmentation de la mortalité par « overdose » ou abus d'anxiolytiques. On ne peut que redouter, avec la probable victoire des Républicains lors des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, un durcissement de la position américaine sur ces différents sujets.

Dans le même temps, sur la scène internationale, les Américains ne sont pas remplacés. La Chine se pose en modèle alternatif aux démocraties jugées inefficaces, parle à tous les pays mais poursuit essentiellement des intérêts économiques. Les Etats-Unis ont reculé en Syrie et dans le reste du Moyen-Orient mais ni la Russie, ni la Turquie, ni l'Arabie Saoudite, ni l'Iran n'ont réussi à obtenir un avantage décisif. Chacun de ces pays mène des actions coûteuses mais pour quel profit durable ?

- Paradoxalement, les tensions actuelles en Ukraine, ont l'effet inverse de celui recherché par la Russie car elles renforcent l'unité du camp Occidental et pourraient déboucher sur une adhésion à l'OTAN de la Finlande, voire de la Suède.
- Dans ce contexte troublé, il faut souhaiter à l'Europe de s'émanciper :
Force économique indéniable avec un marché unique de taille équivalente à la Chine et aux Etats-Unis, elle a montré qu'elle était capable de contrôler les investissements, de définir les standards, exemple pour les télécommunications puisque européens et américains travaillent ensemble contre les Chinois.

L'Union Européenne a progressé sur le plan politique : elle résiste mieux qu'en 2015 au chantage migratoire, récemment face au Maroc, aujourd'hui face à la Biélorussie.

Mais l'U.E souffre de ne pas être un Etat, ne le sera pas et, pacifiste dans l'âme, semble loin de définir une politique commune de défense.

- En synthèse de nos 3 points, Poutine n'a rien à gagner à une invasion militaire de l'Ukraine, l'Iran a tout intérêt à un accord permettant d'alléger les sanctions, la Chine fragiliserait ses perspectives de croissance, déjà abaissées, en s'exposant à des sanctions de représailles après une invasion de Taiwan.

Donc, les marchés boursiers devraient être épargnés par ces menaces géopolitiques,

Genève, le 12 janvier 2022

Bruno Desgardins



Bruno Desgardins
CIO
Switzerland

SingAlliance (Switzerland) SA
16bis rue de Lausanne
1201 Geneve
Switzerland
T: +41 22 518 85 85
E: info.switzerland@sing-alliance.com



SingAlliance Pte Ltd
20 McCallum Street
#18-01 Tokio Marine Centre
Singapore 069046
T: +65 6303 5050
E: info@sing-alliance.com

SingAlliance (Hong Kong) Ltd
1205, 12/F Bank of America Tower
12 Harcourt Road, Central
Hong Kong
T: +852 3611 7790
E: info.hongkong@sing-alliance.com

Ce document ne constitue ni une offre ni une invitation à acheter ou à souscrire des instruments financiers. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources publiques soigneusement sélectionnées. Malgré la réalisation de toutes les diligences requises pour s'assurer que ces informations soient exactes au moment de leur publication, aucune déclaration de garantie n'est faite quant à leur exactitude, exhaustivité ou sincérité. Toute opinion contenue dans le contexte actuel peut être modifiée à tout moment sans préavis. La performance passée n'est pas indicative des résultats futurs.